



Assemblée générale

Distr. générale
26 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session
Point 150 de l'ordre du jour
Financement de la Force des Nations Unies
chargée du maintien de la paix à Chypre

Exécution du budget de la Force des Nations Unies **chargée du maintien de la paix à Chypre** **pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012**

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	5
A. Vue d'ensemble	5
B. Exécution du budget	6
C. Activités d'appui de la mission	6
D. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional	7
E. Cadre de budgétisation axée sur les résultats	7
III. Exécution du budget	20
A. Ressources financières	20
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	21
C. Évolution des dépenses mensuelles	22
D. Autres recettes et ajustements	22
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome ..	23
F. Contributions non budgétisées	23
IV. Analyse des écarts	23



V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	26
VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale	26

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (exercice 2011/12) et l'objectif de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (composante affaires politiques et affaires civiles, composante militaire, composante Police des Nations Unies et composante appui).

Durant l'exercice considéré, la Force a poursuivi à peu près les mêmes opérations conformément à son objectif général, qui est d'assurer la paix et la sécurité à Chypre et le retour à la normale.

S'appuyant sur une étroite collaboration entre ses composantes, la Force s'est surtout employée à maintenir la stabilité dans la zone tampon, et a fourni un appui fonctionnel, administratif et logistique pour la poursuite des négociations politiques en vue du règlement de la question de Chypre. De fait, la majorité des réalisations escomptées prévues dans les tableaux axés sur les résultats figurant à la section II.E du présent rapport ont été concrétisées.

Durant l'exercice considéré, la Force a engagé des dépenses d'un montant de 56,3 millions de dollars, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 99,7 % (contre des dépenses d'un montant de 55,7 millions de dollars et un taux d'exécution du budget de 99,0 % pour l'exercice 2010/11).

Le solde inutilisé (189 000 dollars) résulte essentiellement de dépenses moins importantes que prévu au titre du personnel militaire et de police (762 600 dollars), grâce aux économies réalisées sur les frais de relève des contingents, et des dépenses opérationnelles (259 700 dollars), en raison de l'immobilisation d'un hélicoptère pendant une partie de l'exercice. Les montants inutilisés ont été en partie annulés par les dépenses additionnelles au titre du personnel civil, qui sont essentiellement imputables à la différence entre le taux de change moyen effectif et celui appliqué dans le budget aux dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan national.

Le taux moyen de vacance de postes de fonctionnaire recruté sur le plan international a été plus faible que prévu (2,6 %, contre un taux de 5 % prévu au budget), tandis que celui des postes d'agent recruté sur le plan national a été légèrement plus fort que prévu (2,7 %, contre un taux de 2 % prévu au budget).

Exécution du budget(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Écart</i>	
			<i>Montant</i>	<i>Pourcentage</i>
Militaires et personnel de police	24 636,8	23 874,2	762,6	3,1
Personnel civil	14 786,3	15 619,6	(833,3)	(5,6)
Dépenses opérationnelles	17 088,9	16 829,2	259,7	1,5
Montant brut	56 512,0	56 323,0	189,0	0,3
Recettes provenant des contributions du personnel	2 404,2	2 465,3	(61,1)	(2,5)
Montant net	54 107,8	53 857,7	250,1	0,5
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	1 692,2	1 276,6	415,6	24,6
Total	58 204,2	57 599,6	604,6	1,0

Ressources humaines : exécution du budget

<i>Catégorie de personnel</i>	<i>Effectif approuvé^a</i>	<i>Effectif réel (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance^b (pourcentage)</i>
Contingents	860	858	0,2
Police des Nations Unies	69	67	2,9
Personnel recruté sur le plan international	39	38	2,6
Personnel recruté sur le plan national	113	110	2,7

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 (exercice 2011/12) a été présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 1^{er} février 2011 (A/65/706) et s'élevait à 55 744 900 dollars (montant net : 53 340 700 dollars), compte non tenu des contributions volontaires budgétisées d'un montant de 1 692 200 dollars. Ce budget couvre le déploiement de 860 membres des contingents, 69 membres de la Police des Nations Unies, 39 agents recrutés sur le plan international et 113 agents recrutés sur le plan national.

2. Au paragraphe 38 de son rapport du 15 mars 2011 à ce sujet (A/65/743/Add.2), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir un crédit d'un montant brut de 55 744 900 dollars aux fins du fonctionnement de la Force pendant l'exercice 2011/12.

3. Dans sa résolution 65/295, l'Assemblée générale a ouvert un crédit de 56 512 000 dollars (montant net : 54 107 800 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Force pendant l'exercice 2011/12. Ce crédit comprenait des contributions volontaires du Gouvernement chypriote (19 114 267 dollars, soit un tiers du budget de fonctionnement net de la Force) et du Gouvernement grec (6,5 millions de dollars). Un montant de 34 506 933 dollars (montant net : 31 785 933 dollars) a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Vue d'ensemble

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre dans sa résolution 186 (1964) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. En ce qui concerne l'exercice considéré, il l'a défini dans ses résolutions 1986 (2011) et 2026 (2011).

5. La Force a pour mandat d'aider le Conseil à atteindre un objectif général qui est d'assurer la paix et la sécurité à Chypre et le retour à la normale.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice en exécutant les principaux produits présentés dans les tableaux ci-après par composante (composante affaires politiques et affaires civiles, composante militaire, composante Police des Nations Unies et composante appui).

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2011/12, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Exécution du budget

8. Dans l'exécution de son mandat, la Force a continué de suivre une démarche intégrée reposant sur la collaboration étroite entre ses composantes affaires civiles, militaire et de police. Elle s'est principalement employée à maintenir la stabilité dans la zone tampon, notamment à gérer les activités civiles qui ont continué de s'y intensifier. À cette fin, des mesures de coordination ont été prises avec les autorités compétentes pour régler la question des travaux de construction non autorisés entrepris dans la zone et faciliter la fourniture de l'aide humanitaire aux membres des deux communautés.

9. Tout en s'acquittant de son mandat de maintien de la paix, la Force a fourni un appui fonctionnel, administratif et logistique au processus politique. En sa qualité de Conseillère spéciale adjointe du Secrétaire général pour Chypre, la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la Force a coordonné l'appui apporté par celle-ci à la mission de bons offices du Secrétaire général. Elle a présidé des réunions entre les dirigeants des deux communautés chypriotes et leurs représentants, en l'absence du Conseiller spécial. Les membres de la Force ont poursuivi leurs activités de facilitateurs des réunions des groupes de travail et des commissions techniques chargés d'examiner les problèmes touchant les deux communautés.

10. L'une des principales raisons pour lesquelles la Force n'a pas pu obtenir tous les résultats prévus durant l'exercice a été l'explosion qui s'est produite à la base navale de Mari et a gravement endommagé la centrale électrique de Vasiliko, principale source d'alimentation en électricité de Chypre. La capacité de production de l'Office chypriote de l'électricité s'en est trouvée réduite de moitié. Bien que les choses se soient améliorées, la centrale électrique n'a pas retrouvé toute sa capacité durant l'exercice et ne devrait pas y parvenir avant mars 2013.

C. Activités d'appui de la mission

11. Au cours de l'exercice, la Force a amélioré ses services dans plusieurs domaines, notamment la gestion du matériel, les installations et l'infrastructure, les transports terrestres, la gestion du personnel, les communications et l'informatique. Au 30 juin 2012, la valeur d'inventaire des actifs devant être comptabilisés en pertes ou cédés ne dépassait pas le seuil de 2,5 % fixé. La Force a fait l'inventaire physique de 99,7 % de ses biens durables. Le nombre d'incidents ou accidents de la circulation mettant en cause des véhicules de la Force a été inférieur à quatre par mois, conformément à l'objectif fixé. En revanche, l'objectif de réduction de la consommation d'eau et d'électricité n'a été qu'en partie réalisé pour des raisons échappant au contrôle de la Force. Sans être réduite de 12,5 % conformément à l'objectif fixé, la consommation d'électricité au camp Roca et au camp Szent István a quand même été réduite de 6 % à la fin de l'exercice, malgré l'accident intervenu à la base de Mari mentionné au paragraphe 10 ci-dessus qui a rendu difficile l'alimentation continue de toutes les installations de la Force. Au lieu d'avoir été réduite comme prévu, la consommation d'eau dans les deux camps a augmenté de 15 % en raison de l'augmentation des effectifs au camp Szent István et de problèmes de pollution d'eau au camp Roca, qui ont entraîné des gaspillages. Comme lors du précédent exercice, la Force a utilisé des vols commerciaux réguliers pour la relève des contingents, ce qui s'est avéré plus économique que les vols affrétés.

D. Coopération avec les autres organismes des Nations Unies au niveau régional

12. La Force, dont la zone d'opérations constitue la zone de sécurité désignée pour le repli des missions dans la région, a continué de travailler en étroite coopération avec les autres organismes des Nations Unies présents dans la région, notamment la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) et le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient. En outre, elle a continué d'apporter tout son appui à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre et au Comité des personnes disparues.

E. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : affaires politiques et affaires civiles

13. En application de la résolution 1986 (2011) du Conseil de sécurité, la Force a continué de s'employer à instaurer des conditions propices à la poursuite des négociations politiques en vue du règlement de la question de Chypre. Elle a ainsi continué de faciliter le règlement de diverses questions opposant les deux communautés, de promouvoir le dialogue et la coopération entre elles en organisant des activités bicommunautaires et de les inciter à prendre d'autres mesures de confiance concernant la santé et le patrimoine culturel. Dans le cadre de son action visant à promouvoir le retour à des conditions de vie normales dans la zone tampon, elle a continué de prendre des mesures appropriées pour prévenir les activités non autorisées dans cette zone et de fournir une aide humanitaire aux membres des deux communautés, selon les besoins. En application de l'approche intégrée adoptée par le Secrétaire général pour sa mission de bons offices et la Force, celle-ci a continué d'aider la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de mission, qui est la principale conseillère et l'adjointe du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre, dans les efforts qu'elle déploie pour favoriser un véritable processus de négociation entre les dirigeants chypriotes grecs et chypriotes turcs. Pour ce faire, le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général a continué de collaborer avec les parties et la communauté internationale, notamment en se concertant avec les institutions de l'Union européenne, et de coordonner la planification des interventions d'urgence en prévision du règlement de la question de Chypre conformément à la résolution 1986 (2011) du Conseil de sécurité. En outre, il a continué de coordonner les activités de l'équipe de pays des Nations Unies en vue de la réalisation d'objectifs communs, notamment l'aboutissement des pourparlers de paix, l'amélioration des relations entre les Chypriotes grecs et les Chypriotes turcs et l'amélioration des conditions de sécurité pour le personnel travaillant à Chypre. La Force a également continué d'appuyer le processus de paix en apportant son concours aux réunions des comités techniques bicommunautaires, qui ont examiné des mesures de confiance visant à améliorer la vie quotidienne des Chypriotes, ainsi qu'en aidant à l'application des décisions prises par ces comités.

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

Augmentation du nombre de projets techniques conjoints, de manifestations sociales et culturelles, de réunions politiques et économiques et d'autres activités connexes organisées avec le concours de la Force, qui contribuent à améliorer les relations intercommunautaires (2010/11 : 120; 2011/12 : 130)

Objectif atteint; 180 activités bicommunautaires menées, dont 4 projets techniques conjoints, 60 manifestations sociales et 9 réunions politiques

Tous les incidents liés à des activités civiles pouvant donner lieu à des tensions entre les deux parties sont évités ou réglés avec le concours de la Force ou grâce à son intervention directe.

Objectif atteint; aucun incident n'est remonté au niveau politique

Le public connaît mieux la Force et sa contribution à la recherche d'une solution politique.

Objectif atteint; contacts quotidiens avec les médias locaux et internationaux au sujet du travail de la Force et du processus de paix; coordination de la couverture par les médias des activités de la Force et de la mission de bons offices; visites de journalistes et escorte d'équipes de presse dans la zone tampon; gestion de deux sites Web (pour la Force et la mission de bons offices); publication d'un magazine bimestriel (*Blue Beret*) consacré à la Force et à d'autres éléments de la présence des Nations Unies à Chypre, en particulier la mission de bons offices; suivi de la presse locale et internationale; élaboration des publications, des comptes rendus et des communiqués de presse; organisation de manifestations bicommunautaires; et promotion des manifestations des Nations Unies

*Produits prévus**Produit(s)**exécuté(s) :**oui/non**ou nombre**Observations*

Facilitation de la négociation sous les auspices du Secrétaire général, avec notamment l'instauration d'un climat de confiance

Oui Organisation de 54 réunions, dont 43 entre les dirigeants et 11 entre leurs représentants, de 10 réunions séparées avec les représentants, de 58 réunions à différents niveaux politiques, et appui à la mission de bons offices par l'organisation de 44 réunions du Comité technique chargé du patrimoine culturel et d'une manifestation du Comité technique chargé des questions de santé

Contacts hebdomadaires avec les autorités compétentes et des représentants de la société civile des communautés chypriotes en vue de faciliter les contacts intercommunautaires et les activités conjointes visant à prévenir ou à régler des litiges pouvant donner lieu à des tensions

Oui Organisation de 500 réunions avec les autorités compétentes des deux côtés, notamment au niveau local, ainsi qu'avec des représentants et des membres des communautés, et contacts quotidiens avec ces interlocuteurs

Facilitation des réunions hebdomadaires du Comité technique chargé du patrimoine culturel et de son conseil consultatif, et aide à la mise en œuvre de ses décisions

Mise en œuvre d'une nouvelle stratégie d'information et de communication, dans le cadre de l'action menée pour améliorer les relations entre les communautés, promouvoir le rôle de la société civile et appuyer la mission de bons offices, se traduisant notamment par la production de 300 dossiers de presse, de 64 revues et points de presse, de 4 600 traductions d'articles de presse et de 1 000 notes d'information, et l'organisation de rencontres hebdomadaires entre le Conseiller spécial ou la Représentante spéciale et la presse, sur les réunions tenues avec les dirigeants

Non	Ce produit n'a pas été exécuté par la Force du fait qu'il a été assigné à la mission de bons offices du Secrétaire général.
300	Dossiers de presse
64	Revue et points de presse
4 600	Traductions d'articles parus dans des quotidiens grecs ou turcs
1 000	Notes d'information/contacts/correspondances avec les médias
40	Événements médiatiques
90	Notifications, annonces, communiqués de presse et comptes rendus sur le processus de paix destinés à faire mieux connaître les activités de la Force, les questions environnementales, le problème de la chasse dans la zone tampon, le Comité des personnes disparues, le VIH/sida, les questions relatives à la problématique hommes-femmes, le déminage et les règles de sécurité concernant les champs de mine
80	Rencontres avec les médias, notamment pour escorter des équipes de journalistes de la télévision, de la radio et de la presse écrite dans différentes localités de la zone tampon et de la zone protégée par les Nations Unies
4	Manifestations diverses (concert pour la paix, célébration de la Journée mondiale de la lutte contre le sida et de la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies)
6	Numéros du magazine <i>Blue Beret</i> Couverture photographique de 245 activités officielles de l'ONU à Chypre
57 893	Visites d'habitants de 154 pays sur le site Web de la Force

Réalisation escomptée 1.2 : Progrès dans la normalisation des conditions de vie dans la zone tampon, dans le nord pour les Chypriotes grecs et les maronites et dans le sud pour les Chypriotes turcs

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

La Force continue d'appuyer plusieurs activités civiles dans la zone tampon, y compris des projets agricoles, des projets de construction d'immeubles commerciaux et résidentiels, ou des projets de réparation et d'entretien d'infrastructures (2009/10 : 75; 2010/11 : 50; 2011/12 : 50)

127 projets évalués et 105 projets approuvés; et 2 143 permis délivrés (353 permis d'exploitation agricole, 7 permis humanitaires, 13 permis de pâturage, 1 515 permis de travail et 255 autorisations d'accès) et 23 escortes assurées

Règlement de toutes les questions soulevées par les communautés minoritaires de l'une et l'autre parties

Règlement de 7 des 17 questions soulevées, le reste faisant l'objet de discussion entre la Force et les autorités des deux côtés

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Interventions quotidiennes auprès des autorités aux fins du règlement de problèmes rencontrés par les deux communautés dans les domaines éducatif, culturel, religieux ou autres	Oui	46 demandes d'organisation de manifestations religieuses ou commémoratives, 4 demandes portant sur des questions relatives à l'éducation et 2 demandes d'organisation de manifestations culturelles reçues
Visites hebdomadaires à caractère humanitaire auprès des Chypriotes grecs et des maronites de la zone nord	127	Visites humanitaires (12 convoys de fonds, 76 livraisons de fournitures humanitaires et 39 visites à domicile)
Réunions bimensuelles avec les autorités compétentes pour régler les questions liées au logement, à l'aide sociale, à l'éducation et à l'emploi, les questions juridiques et autres questions concernant les Chypriotes turcs de la zone sud	9	Réunions et consultations tenues avec les autorités chypriotes grecques, dont les bureaux de district, le Département de la protection sociale, le Département du logement, le Département des antiquités et le Ministère des affaires étrangères
Réunions quotidiennes avec les autorités locales et la population civile destinées à promouvoir le respect des procédures de la Force concernant l'usage civil de la zone tampon	189	Rencontres locales tenues dans des cafés, 216 réunions avec les moukhtars et consultations tenues avec des personnes pour s'assurer du respect des procédures établies concernant les activités civiles dans la zone tampon
Suivi, des deux côtés de l'île, du bien-être et de la situation (concernant notamment la non-discrimination) des prisonniers et détenus appartenant à un groupe minoritaire, et fourniture d'une escorte pour les visites familiales, si nécessaire	Oui	16 visites de prison (4 dans la zone nord et 12 dans la zone sud), fourniture d'une escorte pour 1 visite familiale et présence à 14 audiences
Facilitations de pèlerinages et autres manifestations religieuses ou culturelles dans des lieux situés des deux côtés de l'île ou dans la zone tampon, y compris la fourniture d'une escorte, si nécessaire	47	Demandes de célébration d'événements religieux ou culturels, dont 5 concernant des manifestations religieuses et culturelles dans la zone tampon, 3 concernant des manifestations organisées par les Chypriotes turcs dans la zone

sud et 20 concernant des manifestations organisées par les Chypriotes grecs dans la zone nord

Fourniture de conseils d'ordre juridique aux deux parties sur des questions touchant l'exécution du mandat de la Force

103 Conseils et avis juridiques

Composante 2 : composante militaire

14. Conformément aux dispositions de la résolution 1986 (2011) du Conseil de sécurité, la composante militaire de la Force s'est attachée à mettre au point et à fournir les moyens opérationnels nécessaires pour maintenir la stabilité et créer les conditions permettant de parvenir à un règlement politique d'ensemble. À cette fin, elle a continué de s'acquitter des tâches qui lui incombent en ce qui concerne le maintien du cessez-le-feu et de l'intégrité de la zone tampon des Nations Unies, en effectuant des patrouilles motorisées, en appuyant la mise en œuvre des mesures de renforcement de la confiance, en aidant à apaiser les tensions entre les forces opposées et en veillant à l'application équitable des règles régissant l'accès à la zone tampon et son utilisation. Elle a également continué d'appuyer la mission de bons offices du Secrétaire général.

Réalisation escomptée 2.1 : Maintien du cessez-le-feu et de l'intégrité de la zone tampon des Nations Unies

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Diminution du nombre de violations du cessez-le-feu (2009/10 : 946; 2010/11 : 377; 2011/12 : 700)

Objectif atteint; 213 violations en 2011/12

Augmentation du nombre d'activités civiles autorisées dans la zone tampon (2009/10 : 1 766; 2010/11 : 1 951; 2011/12 : 2 000)

Objectif atteint; 2 143 activités civiles autorisées

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui/non
ou nombre*

Observations

70 604 jours de patrouille motorisée, comprenant 66 768 jours de patrouille (2 hommes x 642 patrouilles x 52 semaines), 1 040 jours de patrouille conjointe avec la Police des Nations Unies (2 hommes x 10 patrouilles x 52 semaines), 156 jours de patrouille conjointe avec l'Équipe de secteur chargée des affaires civiles (1 homme x 3 patrouilles x 52 semaines) et 2 640 jours de patrouille aérienne (moyenne de 4 hommes x 55 patrouilles x 12 mois)

67 188

Jours de patrouille motorisée, comprenant 63 440 jours de patrouille (2 hommes x 610 patrouilles x 52 semaines), 520 jours de patrouille conjointe avec la Police des Nations Unies (2 hommes x 5 patrouilles x 52 semaines), 156 jours de patrouille conjointe avec l'Équipe de secteur chargée des affaires civiles (1 homme x 3 patrouilles x 52 semaines) et 3 072 jours de patrouille aérienne (moyenne de 4 hommes x 64 patrouilles x 12 mois)

Le nombre de jours de patrouilles effectués a été inférieur aux prévisions en raison de la réduction de la fréquence des patrouilles compte tenu de l'augmentation du nombre de postes d'observation.

8 892 jours de patrouille motorisée effectués par le groupe des observateurs militaires et des officiers de liaison, dont 3 120 jours de patrouille dans le secteur 1 (3 hommes x 20 patrouilles x 52 semaines), 1 872 jours de patrouille dans le secteur 2 (3 hommes x 12 patrouilles x 52 semaines) et 3 900 jours de patrouille dans le secteur 4 (3 hommes x 25 patrouilles x 52 semaines)

10 614 jours-homme de service (opérationnel ou dans les bases) dans 6 camps, comprenant 1 830 jours de service au camp Saint-Martin (5 hommes x 366 jours), 2 928 jours de service aux camps Roca et général Stefanik (4 hommes x 2 camps x 366 jours), 2 196 jours de service à la caserne Wolseley (6 hommes x 366 jours), 366 jours de service au camp Szent István (1 homme x 366 jours) et 3 294 jours dans la zone protégée par les Nations Unies (9 hommes x 366 jours)

9 882 jours de service en poste d'observation permanent (1 homme x 9 postes x 3 équipes x 366 jours)

366 jours de service en poste d'observation de jour (1 homme x 366 jours)

21 594 jours de protection des installations des Nations Unies dans 6 camps, dont : 2 928 jours dans les camps Saint-Martin et Roca (2 hommes x 2 camps x 2 équipes x 366 jours), 2 928 jours de service à la caserne Wolseley (8 hommes x 366 jours), 4 392 jours aux camps général Stefanik et Szent István (3 hommes x 2 camps x 2 équipes x 366 jours) et 11 346 jours dans la zone protégée par les Nations Unies (31 hommes x 366 jours)

9 672 Jours de patrouille motorisée effectués par le groupe des observateurs militaires et des officiers de liaison, dont 2 340 jours de patrouille dans le secteur 1 (3 hommes x 15 patrouilles x 52 semaines), 3 432 jours de patrouille dans le secteur 2 (3 hommes x 22 patrouilles x 52 semaines), 3 900 jours de patrouille dans le secteur 4 (3 hommes x 25 patrouilles x 52 semaines)

Le nombre de jours de patrouilles effectués a dépassé les prévisions en raison de l'augmentation du nombre de violations et des incidents dans le secteur 2.

11 346 Jours-homme de service (opérationnel ou dans les bases) dans 6 camps, comprenant 1 830 jours de service au camp Saint-Martin (5 hommes x 366 jours), 2 928 jours de service aux camps Roca et général Stefanik (4 hommes x 2 camps x 366 jours), 2 196 jours de service à la caserne Wolseley (6 hommes x 366 jours), 366 jours de service au camp Szent István (1 homme x 366 jours) et 4 026 jours dans la zone protégée par les Nations Unies (11 hommes x 366 jours)

Le nombre de jours de service effectués a dépassé les prévisions en raison de l'établissement d'un nouveau poste de sécurité dans la zone protégée par les Nations Unies.

10 974 Jours de service en poste d'observation permanent

Le nombre de jours de service en poste d'observation permanent a dépassé les prévisions parce que le nombre de postes d'observation est passé de 9 à 10.

366 Jours de service en poste d'observation de jour

22 326 Jours de protection des installations des Nations Unies dans 6 camps, dont 2 928 jours dans les camps Saint-Martin et Roca (2 hommes x 2 camps x 2 équipes x 366 jours), 2 928 jours de service à la caserne Wolseley (8 hommes x 366 jours), 4 392 jours aux camps général Stefanik et Szent István (3 hommes x 2 camps x 2 équipes x 366 jours) et 12 078 jours dans la zone protégée par les Nations Unies (33 hommes x 366 jours)

1 320 heures de patrouille et de soutien aériens (110 heures de vol x 12 mois) sur toute la longueur de la zone tampon	Le nombre de jours de service a été plus élevé que prévu en raison de l'établissement d'un nouveau poste de sécurité dans la zone protégée par les Nations Unies.
5 490 contacts quotidiens de liaison à tous les niveaux avec les forces opposées, sur les questions concernant la zone tampon, dont : 732 au quartier général de la Force (2 contacts x 366 jours) et 4 758 au niveau des secteurs (13 contacts x 366 jours)	1 037 Heures de patrouille et de soutien aériens
53 436 jours de réserve d'intervention rapide au niveau de la section, dont : 27 450 jours de patrouille au niveau de la section (25 hommes x 3 sections x 366 jours) avec 2 heures de préavis; 19 032 jours de patrouille militaire au quartier général (25 hommes x 2 sections x 366 jours) avec 2 heures de préavis; 2 196 jours de patrouille hélicoptérée (3 hommes x 2 sections x 366 jours); 1 098 jours de patrouille hélicoptérée (3 hommes x 1 hélicoptère x 366 jours) avec 45 minutes de préavis; et 3 660 jours de patrouille de police militaire (2 hommes de la police militaire de la Force x 5 patrouilles x 366 jours)	Le nombre d'heures de patrouille et de soutien aériens effectuées a été en deçà des prévisions en raison de l'immobilisation du 1 ^{er} juillet au 30 novembre 2011 de l'hélicoptère Bell-212, qui était en attente de remplacement.
Surveillance quotidienne de la zone tampon (par télévision en circuit fermé, système de localisation de cibles, GPS et moyens d'observation nocturne)	5 490 Contacts quotidiens
3 035 jours d'appui, répartis comme suit : 1 375 jours d'appui aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies, aux missions de bons offices et aux autres entités participant aux activités d'amélioration du climat de confiance et de réconciliation ou aux activités humanitaires (55 manifestations x 25 hommes); 350 jours d'appui lors d'événements officiels (14 manifestations x 25 hommes); et 1 310 jours d'appui lors d'activités sociales et culturelles, comme les pèlerinages, les manifestations organisées aux dates anniversaires et les réunions bicommunautaires	52 704 Jours de réserve d'intervention rapide au niveau de la section, dont : 27 450 jours de patrouille au niveau de la section (25 hommes x 3 sections x 366 jours) avec 2 heures de préavis; 18 300 jours de patrouille militaire au quartier général (25 hommes x 2 sections x 366 jours) avec 2 heures de préavis; 2 196 jours de patrouille hélicoptérée (3 hommes x 2 sections x 366 jours); 1 098 jours de patrouille hélicoptérée (3 hommes x 1 hélicoptère x 366 jours) avec 45 minutes de préavis; et 3 660 jours de patrouille de police militaire (2 hommes de la police militaire de la Force x 5 patrouilles x 366 jours)
	Oui
	2 835 Jours d'appui, dont : 825 jours d'appui aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies, à la mission de bons offices du Secrétaire général et aux autres entités participant aux activités d'amélioration du climat de confiance et de réconciliation ou aux activités humanitaires (33 manifestations x 25 hommes); 450 jours d'appui lors d'événements officiels (30 manifestations x 15 hommes); et 1 560 jours d'appui lors d'activités sociales et culturelles, comme les pèlerinages, les manifestations organisées aux dates anniversaires et les réunions bicommunautaires

		Le nombre de jours d'appui assurés a été en deçà des prévisions en raison d'un nombre moins important de réunions consacrées à l'instauration d'un climat de confiance, à la réconciliation et aux questions humanitaires.
Entretien de 9 km de barrières entourant des champs de mines et enlèvement de jusqu'à 3 km de barrières une fois le terrain déminé	11	km de barrières de champs de mines entretenus, l'enlèvement de barrières ayant été effectué au cours de l'exercice précédent
160 jours d'aide au déminage, pour assurer la sécurité d'équipes de déminage non onusiennes et fournir une assistance en matière de sécurité et de liaison (4 hommes x 40 jours)	Non	Le produit n'a pas été exécuté car le Centre de lutte antimines des Nations Unies à Chypre a terminé ses activités de déminage en janvier 2011.

Composante 3 (Police des Nations Unies)

15. Conformément au mandat de la Force, la composante police a continué avant tout de favoriser un climat de confiance entre les deux communautés et d'agir pour que la zone tampon soit utilisée à des fins civiles. À cette fin, elle a renforcé son appui aux autres composantes de la Force en multipliant les patrouilles et en resserrant ses liens de coopération avec la police et les autres autorités, ainsi qu'avec les représentants d'organisations non gouvernementales des deux parties, en vue d'élaborer des stratégies de lutte contre la criminalité plus efficaces et de faciliter, si nécessaire, la conduite des enquêtes sur les délits commis dans la zone tampon. La Police des Nations Unies a continué d'étudier les moyens de favoriser la coopération entre les autorités de police des deux parties dans la lutte contre la criminalité qui touche les deux communautés. Par ailleurs, elle a continué à aider le Secrétaire général à mener sa mission de bons offices en faveur des mesures de confiance, c'est-à-dire à animer les réunions du comité technique sur la criminalité et les affaires pénales. Elle a continué à assurer une présence au point de passage de Limnitis/Yeşilirmak.

Réalisation escomptée 3.1 : Amélioration du maintien de l'ordre dans la zone tampon

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Augmentation du nombre d'incidents ou de violations signalés suite au renforcement des mesures de prévention (2009/10: 501; 2010/11: 177; 2011/12: 661)	176 violations signalées en 2011/12, contre 177 en 2010/11; cette baisse s'explique par une augmentation du nombre de patrouilles militaires et de police, par la régression du phénomène de décharge sauvage dans la zone tampon et par la raréfaction des échanges de tirs et des mouvements transfrontaliers illégaux.
Augmentation du nombre total de personnes ayant franchi la ligne de démarcation sans encombres (2009/10: 2,2 millions; 2010/11: 1,7 million; 2011/12: 2,6 millions)	1,44 million de mouvements transfrontaliers (561 957 vers le nord, 880 336 vers le sud); l'écart s'explique par la faiblesse du marché de l'emploi au sud.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/ non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
5 856 jours de patrouille de la Police des Nations Unies (2 policiers x 8 postes de police x 366 jours)	12 626	Jours de patrouille de la Police des Nations Unies (en moyenne, 2 policiers x 8 postes de police et entre 2 et 16 patrouilles par jour) Le produit a été plus important que prévu en raison de l'intensification des patrouilles mises en place pour lutter contre la chasse illégale dans certaines zones, et autour du point de passage de Limnitis/Yeşilirmak.
3 900 jours d'assistance humanitaire de la Police des Nations Unies aux Chypriotes grecs et aux maronites dans le nord, aux Chypriotes turcs dans le sud et aux deux communautés dans la zone tampon (15 policiers x 5 jours x 52 semaines)	3 900	Jours d'assistance de la Police des Nations Unies
52 jours d'aide de la Police des Nations Unies à la collecte de données aux points de passage (1 policier x 52 semaines)	52	Jours d'assistance de la Police des Nations Unies
728 jours de la Police des Nations Unies consacrés à faciliter les escortes au nouveau point de passage de Limnitis (2 policiers x 7 jours x 52 semaines)	1 620	Jours de la Police des Nations Unies, dont 820 jours consacrés aux escortes entre Kokkina et Limnitis et 800 jours au contrôle du point de passage

Composante 4 (Appui)

16. Au cours de la période considérée, la composante appui a fourni, aux fins de l'exécution du mandat de la Force, des services efficaces et efficients en matière de logistique, d'administration et de sécurité en exécutant les produits prévus et en apportant des améliorations aux services, tout en réalisant des gains d'efficacité. Un effectif moyen de 858 militaires et 67 policiers des Nations Unies et l'effectif civil de 38 fonctionnaires internationaux et 110 agents nationaux ont bénéficié de cet appui. Il englobe un vaste éventail de services, notamment la mise en œuvre de programmes de lutte contre le VIH/sida, l'administration du personnel, les services financiers, les services de santé, l'amélioration des conditions d'hébergement des troupes, l'informatique et les communications, les transports aériens et terrestres, les opérations d'approvisionnement et de reconstitution des stocks et la prestation de services de sécurité dans toute la zone d'opérations de la Force.

Réalisation escomptée 4.1 : Fourniture à la mission d'un appui efficace sur les plans logistique et administratif et en matière de sécurité

*Indicateurs de succès prévus**Indicateurs de succès effectifs*

La valeur d'inventaire du matériel des missions à comptabiliser en pertes ou à céder n'excède pas, au 30 juin 2012, 2,5 % de la valeur d'inventaire totale (2009/10 : 1,48 %; 2010/11 : 2,5 %)

Objectif atteint; 2,5 % de la valeur d'inventaire du matériel à comptabiliser en pertes ou à céder, au 30 juin 2012

Inventaire physique de 100 % des biens durables de la mission avant la fin de l'exercice (2009/10 : 100 %; 2010/11 : 100 %)

Inventaire physique de 99,7 % des biens durables de la mission en 2011/12

Réduction du nombre d'accidents de la circulation impliquant des véhicules de la Force (2009/10 : 6 par mois; 2010/11 : 5 par mois; 2011/12 : 4 par mois)

Objectif atteint; moyenne de 4 par mois en 2011/12

Réduction de la consommation d'électricité et d'eau de 12,5 % dans le cadre des projets pilotes proposés dans les camps Roca et Szent István (2009/10: 974 128 kW et 11 886 m³; 2010/11: 938 132 kW et 14 801 m³; 2011/12: 816 999 kW et 13 876 m³)

Réduction de 6 % de la consommation d'électricité, ramenée à 878 490 kW en 2011/12, contre 938 132 kW en 2010/11, et hausse de 15 % de la consommation d'eau, portée à 17 070 m³ en 2011/12, contre 14 801 m³ en 2010/11; la réduction de la consommation d'électricité n'a pas été aussi importante que prévu en raison de la destruction de la principale centrale électrique de l'île en juillet 2011, et l'augmentation de la consommation d'eau a résulté de graves problèmes de pollution de l'eau.

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :*
*oui/ non
ou nombre* *Observations*

Amélioration des services

Mises à jour régulières du système de gestion du matériel Galileo par les unités à comptabilité autonome

Oui Communication mensuelle des formulaires de transfert de matériel par les unités à comptabilité autonome

Exécution d'un programme de sécurité routière et de contrôle des aptitudes à la conduite pour tout le personnel des Nations Unies

Oui Campagnes d'affichage, concours de conduite prudente et stages de suivi organisés en fonction des tendances observées sur la route

Mise en œuvre d'un projet pilote de protection de l'environnement

Oui Le projet, qui prévoit un état des lieux environnemental et une analyse de la pollution causée par la Force avec ses déchets, est en cours et devrait s'achever au cours de l'exercice 2012/13.

Contingents, police et personnel civil

Déploiement, relève et rapatriement de 860 membres des contingents et de 69 membres de la Police des Nations Unies

858 Membres des contingents (effectif moyen)
67 Membres de la Police des Nations Unies (effectif moyen)

Vérification, contrôle et inspection du matériel appartenant au contingent et soutien logistique autonome pour 860 membres des contingents, et délivrance de rapports d'inspection	Oui	Vérification mensuelle dans la zone de la mission et présentation de rapports de vérification trimestriels au Siège; organisation de 2 grandes tournées d'inspection
Ravitaillement et entreposage des rations de 812 membres des contingents (à l'exclusion des officiers d'état-major) dans 6 positions militaires	Oui	Pour 812 membres des contingents en moyenne (à l'exclusion des officiers d'état-major)
Administration de 152 civils, dont 39 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 113 recrutés sur le plan national	38	Fonctionnaires recrutés sur le plan international (effectif moyen)
	110	Fonctionnaires recrutés sur le plan national (effectif moyen)
Application d'un programme de déontologie et de discipline pour tous les membres des contingents et de la Police des Nations Unies et pour tous les personnels civils – formation, prévention, surveillance et recommandation de mesures disciplinaires (en cas de conduite répréhensible)	Oui	16 stages de formation suivis par 535 membres du personnel de la Force (283 militaires, 95 membres de la Police des Nations Unies et 157 membres du personnel civil)
Installations et infrastructures		
Remise en état et entretien du quartier général de la Force, de 17 postes militaires et de 8 postes de Police des Nations Unies, y compris 2 500 interventions menées en réponse à des demandes de services	Oui	2 915 interventions en tout
Amélioration de la qualité de l'hébergement au camp Szent István (secteur 4) par le remplacement des locaux préfabriqués	Oui	Livraison d'un module d'hébergement préfabriqué dont l'installation devrait être achevée au cours de l'exercice 2012/13
Remise en état et entretien de 75 km de pistes de patrouille	75	km de pistes de patrouille
Goudronnage de 4 600 m ² dans la zone protégée par les Nations Unies et le camp Saint Martin (secteur 1)	4 100	m ² Le produit a été moins important que prévu en raison de travaux d'infrastructure et d'électricité réalisés au camp Saint Martin par le Gouvernement hôte.
Exploitation et entretien de 89 groupes électrogènes	89	Groupes électrogènes
Entretien de 21 hélicoptères conformément aux normes de l'Organisation de l'aviation civile internationale	21	Hélicoptères
Fourniture de 157 200 litres de carburant diesel, de 190 000 litres de fioul et de lubrifiant pour groupe électrogène	306 074	Litres de carburant diesel Le produit a été plus important que prévu en raison du recours accru au groupe électrogène pour la production d'électricité, suite à la destruction de la principale centrale électrique de l'île.

	221 004	Litres de fioul	
			Le produit a été plus important que prévu parce que l'hiver s'est prolongé.
Construction d'une sous-station à haute tension dans la zone protégée par les Nations Unies	Oui	La sous-station a été achevée et prête à être mise en service en mai 2012.	
Mise en œuvre d'un programme de secours et de protection d'urgence en cas d'accident aérien	Oui	Mise à jour d'un plan d'intervention d'urgence en cas d'accident aérien et réalisation d'exercices en situation réelle et d'entraînements	
Transports terrestres			
Exploitation et entretien de 343 véhicules, dont 9 véhicules blindés, au siège de la Force (102 véhicules appartenant à l'ONU, 39 appartenant aux contingents et 202 véhicules de location)	335	Véhicules (94 véhicules appartenant à l'ONU, 39 véhicules appartenant aux contingents et 202 véhicules de location)	
Fourniture de 69 300 litres d'essence et de 877 614 litres de carburant diesel et de lubrifiants	63 758	Litres d'essence	Le produit a été moins important que prévu en raison d'une maîtrise accrue de la consommation due à l'augmentation des tarifs du carburant.
	874 094	Litres de carburant diesel	
Transports aériens			
Exploitation et entretien de 3 hélicoptères (dont 1 fourni à titre gracieux pour remplacer l'un des 2 autres lors des opérations d'entretien ou en cas de panne)	3	Hélicoptères (dont 1 fourni à titre gracieux pour remplacer l'un des 2 autres pendant son entretien)	
Fourniture de 257 534 litres de carburant aviation	166 181	Litres de carburant aviation	Le produit a été moins important que prévu parce que le nombre d'heures de vol a été moins élevé que prévu (1 037 contre 1 320), en raison de l'indisponibilité de l'hélicoptère Bell-212 le temps de son remplacement, du 1 ^{er} juillet au 30 novembre.
Communications			
Exploitation et entretien d'un réseau de communications comprenant 3 stations terriennes, 13 systèmes téléphoniques à autocommutateur privé, 21 répéteurs, 364 radios mobiles, 310 radios portatives, 24 circuits numériques haut débit à hyperfréquences et 8 circuits numériques bas débit à hyperfréquences	2	Stations terriennes	
	32	Circuits numériques haut débit à hyperfréquences (8 circuits numériques bas débit à hyperfréquences améliorés pour prendre en charge le haut débit)	
	13	Systèmes téléphoniques à autocommutateur privé	
	21	Répéteurs	
	364	Radios mobiles	
	310	Radios portatives	

Informatique

Exploitation et entretien d'un réseau informatique comprenant un réseau local (au quartier général de la Force) et 3 réseaux étendus, 381 ordinateurs de bureau ou clients légers d'infrastructure virtuelle, 45 ordinateurs portatifs, 77 imprimantes et 16 serveurs

- 1 Réseau local
- 3 Réseaux étendus
- 381 Ordinateurs de bureau ou clients légers d'infrastructure virtuelle
- 45 Ordinateurs portatifs
- 77 Imprimantes
- 16 Serveurs

Exploitation et entretien de toutes les applications logicielles d'une importance critique pour la mission

Oui

Exploitation et entretien du réseau sans fil

Oui

Santé

Exploitation, entretien et gestion de 6 unités médicales de niveau I (2 hôpitaux appartenant à des contingents et 4 unités médicales appartenant à l'ONU)

- 6 Unités médicales de niveau I

Gestion des arrangements d'évacuation sanitaire par voies terrestre et aérienne conclus avec les unités médicales dans le nord et dans le sud, y compris les unités médicales de niveau I, pour tous les sites des Nations Unies

- Oui Au moyen de 6 unités médicales de niveau I appartenant à l'ONU, de 4 centres médicaux externes de niveau II, de 2 de niveau III et de 2 de niveau IV, et de 2 pharmacies externes

Formation, au sein du personnel de la Force, de conseillers chargés de dispenser des services de consultation et de dépistage du VIH volontaires et confidentiels, et mise en place de centres de dépistage ouverts à l'ensemble du personnel de la mission

- Non Le produit prévu n'a pas été réalisé en raison du manque de conseillers qualifiés pour donner des consultations à plein temps et former d'autres membres du personnel. Au lieu de cela, le conseiller régional de la FINUL pour les questions du VIH/sida a fourni une assistance en matière de formation.

Programme d'information sur le VIH/sida, y compris une séance d'information obligatoire pour tous les membres du personnel à leur entrée en fonctions, des séances de mise à jour des connaissances et des séances d'éducation par les pairs, pour l'ensemble du personnel de la mission

- Oui Programmes de sensibilisation et séances d'information obligatoires suivies par 765 militaires, 65 membres de la Police des Nations Unies et 10 membres du personnel civil, organisation de la Journée mondiale de la lutte contre le sida et poursuite de la campagne « Stigma fuels HIV »; aucune séance d'éducation par les pairs n'a eu lieu pendant la période considérée en raison d'impératifs opérationnels

Sécurité

Communication au Département de la sûreté et de la sécurité de rapports sur chaque atteinte à la sécurité au moment où elle se produit et de rapports trimestriels sur la situation en matière de sécurité, notamment de comptes rendus d'incidents, d'une

- 4 Listes trimestrielles des personnels en poste
- 4 Notes d'information trimestrielles
- 4 Tableaux trimestriels de suivi du Bureau de démobilisation et de réinsertion

liste des personnels en poste et d'autres notes d'information, selon les besoins	12	Rapports mensuels sur les atteintes à la sécurité
Mise à jour semestrielle du plan de sécurité, de l'évaluation des risques et des normes minimales de sécurité opérationnelle pour le pays	Oui	Révision du plan de sécurité et mise à jour du plan d'évaluation des risques, des normes minimales de sécurité opérationnelle et des normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile
Formation annuelle des personnes relais et simulations	Oui	Formation des personnes relais d'autres organismes des Nations Unies
Enquête sur les atteintes à la sécurité et conseils aux membres du personnel de la mission et à leurs familles ainsi qu'aux membres du personnel de 6 organismes, fonds et programmes des Nations Unies	Oui	Communication aux autres organismes des Nations Unies d'une synthèse mensuelle des atteintes à la sécurité et des délits
Initiation aux questions de sécurité et formation et exercices de base en matière de sécurité incendie destinés à toutes les nouvelles recrues de la mission	Oui	2 séances d'initiation aux questions de sécurité destinées à 30 officiers d'état-major, 2 autres destinées à 50 policiers des Nations Unies et 8 réunions d'information sur la sécurité destinées à 15 membres du personnel civil

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	21 540,2	21 153,7	386,5	1,8
Police des Nations Unies	3 096,6	2 720,5	376,1	12,1
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	24 636,8	23 874,2	762,6	3,1
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	6 624,5	6 876,9	(252,4)	(3,8)
Personnel recruté sur le plan national	7 969,8	8 550,8	(581,0)	(7,3)
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	192,0	191,9	0,1	0,1
Total partiel	14 786,3	15 619,6	(833,3)	(5,6)
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	19,1	19,1	–	–

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Voyages	388,7	304,4	84,3	21,7
Installations et infrastructures	8 616,9	9 093,8	(476,9)	(5,5)
Transports terrestres	3 583,2	3 690,6	(107,4)	(3,0)
Transports aériens	1 960,1	1 450,6	509,5	26,0
Transports maritimes ou fluviaux	—	—	—	—
Communications	823,9	722,6	101,3	12,3
Informatique	783,7	749,1	34,6	4,4
Santé	357,1	358,5	(1,4)	(0,4)
Matériel spécial	21,8	4,4	17,4	79,8
Fournitures, services et matériel divers	534,4	436,1	98,3	18,4
Projets à effet rapide	—	—	—	—
Total partiel	17 088,9	16 829,2	259,7	1,5
Total brut	56 512,0	56 323,0	189,0	0,3
Recettes provenant des contributions du personnel	2 404,2	2 465,3	(61,1)	(2,5)
Total net	54 107,8	53 857,7	250,1	0,5
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	1 692,2	1 276,6	415,6	24,6
Total	58 204,2	57 599,6	604,6	1,0

^a Dont une contribution du Gouvernement chypriote, d'un montant de 1 276 600 dollars, au titre des travaux de réparation et des services et fournitures d'entretien des locaux de la Force, ainsi que des rations distribuées à la Police des Nations Unies.

B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

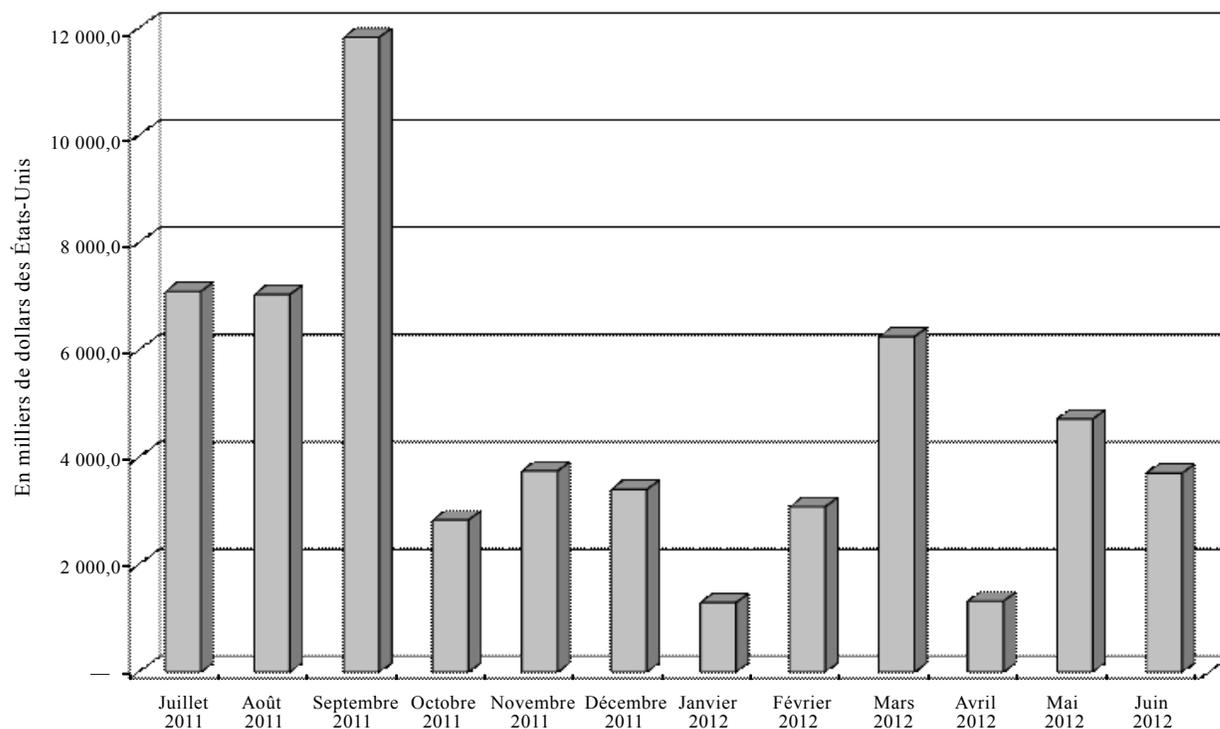
(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Répartition initiale du montant approuvé	Montants réaffectés	Répartition révisée
I. Militaires et personnel de police	24 636,8	(742,9)	23 893,9
II. Personnel civil	14 786,3	859,3	15 645,6
III. Dépenses opérationnelles	17 088,9	(116,4)	16 972,5
Total	56 512,0		56 512,0
Pourcentage de réaffectations			1,5

17. La réaffectation des fonds s'explique principalement par le dépassement des crédits prévus au titre des traitements du personnel recruté sur le plan international et des dépenses connexes, qui résulte d'un taux de vacance de postes inférieur aux prévisions, et au titre des traitements du personnel recruté sur le plan national et des dépenses connexes, qui résulte de la différence entre le taux de change réel (0,747 euro pour un dollar des États-Unis) et celui qui a été retenu pour le budget (0,761 euro pour un dollar des États-Unis). La sous-utilisation des crédits prévus au titre des militaires et du personnel de police s'explique par des dépenses inférieures aux prévisions au titre de la relève des contingents, grâce au recours à des vols

commerciaux, et par un taux de vacance de postes plus élevé que prévu au sein de la Police des Nations Unies.

C. Évolution des dépenses mensuelles



18. Les pics de dépenses constatés de juillet à septembre 2011 et en mars, mai et juin 2012 s'expliquent par le remboursement aux gouvernements concernés du coût des contingents, au taux standard, ainsi que du matériel appartenant aux contingents et du soutien logistique autonome.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	68,1
Recettes diverses ou accessoires	(229,6)
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	294,1
Total	132,6

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Contingents	1 217,1
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	170,2
Total	1 387,3

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission	–	–	–
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-3,75		

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	240,8
Contributions volontaires en nature	–
Total	240,8

^a Valeur marchande de l'usage, selon les estimations de la Force, des postes d'observation des Nations Unies et des bâtiments à usage de bureaux ou de logements mis à la disposition des contingents et des unités de police des Nations Unies par le Gouvernement chypriote.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Contingents	386,5	1,8 %

19. L'existence d'un solde inutilisé s'explique essentiellement par le fait que les dépenses ont été inférieures aux prévisions au titre de la relève des contingents, en raison d'un recours accru aux vols commerciaux, et au titre des vols affrétés. Cette sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par un dépassement des crédits prévus au titre : a) du fret, en raison du déploiement de matériel appartenant aux contingents résultant du remplacement d'un hélicoptère, conformément aux dispositions de la lettre d'attribution; et b) du remboursement aux gouvernements du

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent au moins ± 5 % ou 100 000 dollars.

coût des contingents aux taux standard, en raison d'un taux de vacance de postes inférieur aux prévisions (0,2 %), alors qu'un coefficient délais de déploiement de 1 % avait été retenu pour le budget.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	376,1	12,1 %

20. L'existence d'un solde inutilisé s'explique essentiellement par : a) le fait que les dépenses engagées au titre de l'indemnité de subsistance (missions) et des déplacements pour relève des policiers ont été inférieures aux prévisions, le taux de vacance de postes ayant été de 2,9 % alors qu'un déploiement complet était escompté, et b) le fait que la provision constituée au titre de l'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité n'a pas été utilisée, en raison de l'absence d'événements entraînant des blessures ou la mort.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(252,4)	(3,8 %)

21. Le dépassement des crédits s'explique principalement par un taux de vacance de postes plus bas que prévu – de 2,6 % au lieu des 5 % retenus pour le budget.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(581,0)	(7,3 %)

22. Le dépassement des crédits s'explique essentiellement par : a) la différence entre le taux de change moyen réel, de 0,747 euro pour un dollar des États-Unis, et celui qui avait été retenu pour le budget, de 0,761 euro pour un dollar des États-Unis; et b) la part plus importante que prévu des dépenses communes de personnel sur le montant net des traitements, de 30 % au lieu des 26 % inscrits au budget.

	<i>Écart</i>	
Voyages	84,3	21,7 %

23. L'existence d'un solde inutilisé tient principalement au fait que certains voyages prévus pour des formations ou d'autres motifs ont été annulés, car il a fallu réaffecter les ressources afin de financer des dépenses d'électricité imprévues résultant de la destruction de la principale centrale électrique de l'île en juillet 2011.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	(476,9)	(5,5 %)

24. Le dépassement des crédits s'explique essentiellement par le fait que le prix de l'électricité et la consommation de fioul pour les générateurs ont été plus importants que prévu à la suite de la destruction de la principale centrale électrique de l'île en juillet 2011. Ce dépassement de crédits est en partie compensé par la sous-utilisation des crédits au titre des fournitures d'entretien, en raison de l'utilisation du stock existant.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	(107,4)	(3,0 %)

25. Le dépassement des crédits s'explique essentiellement par : le coût unitaire plus élevé que prévu de l'essence (coût moyen pondéré réel de 1,03 dollars/litre, contre 0,77 dollar/litre inscrit au budget) et du carburant diesel (coût moyen pondéré réel de 1,09 dollar/litre, contre 0,76 dollar/litre inscrit au budget). Ce dépassement de crédits est en partie compensé par une consommation moins élevée que prévu d'essence (consommation réelle de 63 758 litres, contre 69 300 litres inscrits au budget) et de carburant diesel (consommation réelle de 874 094 litres, contre 877 614 litres inscrits au budget), et par une sous-utilisation des crédits au titre des réparations et de l'entretien, car il a fallu réaffecter les ressources pour compenser l'augmentation anticipée du prix du carburant.

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	509,5	26,0 %

26. L'existence d'un solde inutilisé s'explique essentiellement par une sous-utilisation des crédits au titre de la location et de l'exploitation des trois hélicoptères, et du carburant aviation (consommation réelle de 169 009 litres à 0,96 dollar/litre, contre 257 534 litres à 0,67 dollar/litre inscrits au budget), le nombre d'heures de vol ayant été inférieur aux prévisions (1 037 contre 1 320) en raison de l'indisponibilité d'un hélicoptère Bell-212 le temps de son remplacement, de juillet à novembre 2011.

	<i>Écart</i>	
Communications	101,3	12,3 %

27. L'existence d'un solde inutilisé s'explique principalement par le retard pris dans la mise en place d'un circuit loué de communication avec la Base d'appui des Nations Unies à Valence. Cette sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par le fait que des dépenses supérieures aux prévisions ont été engagées pour remplacer du matériel analogique par des systèmes radio numériques.

	<i>Écart</i>	
Matériel spécial	17,4	79,8 %

28. L'existence d'un solde inutilisé tient principalement au fait que l'achat de matériel d'observation a été différé, car il a fallu réaffecter les ressources afin de financer des dépenses imprévues résultant de la destruction de la principale centrale électrique de l'île en juillet 2011.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	98,3	18,4 %

29. L'existence d'un solde inutilisé s'explique essentiellement par une sous-utilisation des crédits au titre : a) des services divers, le coût des activités bicommunautaires ayant été moins élevé que prévu; b) des matériel divers, les

rangements destinés à stocker les rations ayant coûté moins cher que prévu et l'achat de matériel de sport et d'impression ayant été différé; c) des honoraires, fournitures et services de formation, le calendrier des activités de formation ayant été réaménagé en fonction de nouvelles priorités; et d) du fret et des dépenses connexes. Cette sous-utilisation des crédits est en partie contrebalancée par la dépense occasionnée par les pertes de change.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	98,3	18,4 %

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

30. En ce qui concerne le financement de la Force, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012, soit 189 000 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2012, qui s'élèvent à 132 600 dollars et comprennent les intérêts créditeurs (68 100 dollars) et les économies résultant de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (294 100 dollars), déduction faite de recettes diverses ou accessoires (229 600 dollars).

VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux demandes et recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires approuvées par l'Assemblée générale

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

(A/65/743/Add. 2)

Demande

Le Comité consultatif se félicite des mesures prises pour renforcer la gestion à l'échelle régionale des activités informatiques et télématiques. Il compte trouver dans le prochain rapport sur l'exécution du budget de la Force (2011/12) des informations sur les gains d'efficacité ou les économies supplémentaires rendus possibles par l'intégration régionale des services informatiques et télématiques (par. 20).

Le Comité consultatif se félicite de la volonté manifestée par la Force de réduire sa consommation d'électricité et d'eau et compte trouver dans le rapport

Suite donnée

En raison de la normalisation des plateformes informatiques et télématiques des missions présentes au Moyen-Orient, il a été possible de ramener les dépenses de pièces détachées et de fournitures à 3,2 % de la valeur totale des biens détenus. Cela représente une réduction de 5 % par rapport à l'exercice 2010/11.

Malgré le retard pris dans la mise en œuvre du projet pilote en raison de la crise énergétique qu'a entraîné la destruction de la principale centrale électrique de l'île,

Demande

sur l'exécution du budget de l'exercice 2011/12 des informations sur les résultats du projet pilote. Il espère que le coût des équipements nécessaires n'entamera pas les gains d'efficacité attendus du recours à des technologies permettant d'économiser l'électricité et l'eau (par. 21).

Suite donnée

en juillet 2011, la consommation d'électricité dans les deux camps pilotes a été réduite de 6 %, au lieu des 12,5 % prévus.

La catastrophe a eu pour conséquence une hausse d'environ 23 % des tarifs de l'électricité issue du réseau public. Si les tarifs n'avaient pas augmenté, les économies réalisées auraient été d'environ 12 000 dollars pendant l'exercice 2011/12. Toutefois, des gains d'efficacité sont toujours escomptés au bout des trois ans que doit durer le projet.

(A/66/718)

Demande

Le Comité consultatif estime que, pour faciliter l'évaluation de l'incidence des mesures d'efficacité, des renseignements détaillés sur les économies résultant de l'application de mesures d'efficacité devraient être présentés, le cas échéant, à la section concernant l'analyse des écarts dans les rapports sur l'exécution du budget (voir aussi plus loin, par. 23) (par. 19).

Le Comité consultatif souhaite que, lors de l'établissement des rapports sur l'exécution des budgets de l'exercice 2011/12, une distinction soit faite entre les éventuelles économies découlant de l'application de mesures d'efficacité et la sous-utilisation des ressources résultant d'autres facteurs (par. 23).

Suite donnée

Des précisions sur les économies résultant de l'application des mesures d'efficacité figurent dans l'analyse des écarts, le cas échéant. Ainsi, les mesures prises par la Force pour avoir recours plus souvent aux vols commerciaux et réserver les billets à l'avance ont permis de réduire le coût de la relève du personnel militaire et de police.

Idem